

Art. 11. In geval van niet-naleving van de verplichtingen bepaald bij of krachtens dit besluit of de verplichtingen bedoeld in de individuele beslissing tot toekenning, kan de Minister, volgens de door hem bepaalde modaliteiten en met inachtneming van artikel 61 van het decreet van 15 december 2011:

- 1° de storting van het geheel of een gedeelte van de toelage schorsen tijdens een termijn waarin het openbaar slachthuis zich aan de niet- vervulde verplichtingen kan aanpassen;
- 2° het geheel of een gedeelte van de toelage naar verhouding van de vastgestelde niet-naleving rapporteren;
- 3° de beslissing tot toekenning van de toelage intrekken en het openbaar slachthuis erom verzoeken om de terugbetaling van het geheel of een gedeelte van de toelage terug te vorderen.

Art. 12. Naast het geval bedoeld in artikel 11, wordt de toelage terugbetaald:

- 1° in geval van faillissement, ontbinding of vrijwillige dan wel gerechtelijke vereffening van het openbaar slachthuis binnen twaalf maanden na de storting van de toelage;
- 2° in geval van al dan niet bewuste verstrekking door het erkend inschakelingsbedrijf van onjuiste of onvolledige inlichtingen ongeacht het effect van die inlichtingen op het bedrag van de toelage.

Overeenkomstig de artikelen 61 en 62 van het decreet van 15 december 2011, wordt de onschuldige uitbetaalde toelage bij alle wettelijke middelen, met inbegrip via een compensatie, teruggevorderd.

Art. 13. Het besluit van de Waalse Gewestexecutieve betreffende de verlenging van toelagen aan de ondergeschikte besturen voor de bouw, de uitbreiding of de verbouwing van openbare slachthuizen van 6 maart 1986 en het besluit van de Waalse Regering betreffende de toekenning van een toelage voor de openbare slachthuizen met het oog op de vernieuwing van hun infrastructures van 10 november 2016 worden opgeheven.

Art. 14. De Minister bevoegd voor Landbouw is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 15 februari 2024.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/202658]

15 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon portant des mesures d'exécution du décret Neutralité Carbone du 16 novembre 2023

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret Neutralité Carbone du 16 novembre 2023, les articles 8, § 2, alinéa 2, 14, alinéas 5 et 7, 15, 16, alinéas 1^{er}, 3 et 4, 19, alinéa 1^{er}, 20, alinéa 2, 21, 22, alinéas 6 et 7, 23, alinéa 2, 24, alinéa 2, 25, 40 et 41, alinéa 1^{er};

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2021 relatif au Comité des experts sur le climat;

Vu le rapport du 10 juillet 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 3 août 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 7 septembre 2023;

Vu l'avis de l'Autorité de protection des données CO-A-2023-449, donné le 10 octobre 2023;

Vu l'avis de l'Union des Villes et des Communes de Wallonie, donné le 26 octobre 2023;

Vu l'avis 75020/4 du Conseil d'État, donné le 29 janvier 2024, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant l'avis du pôle « Energie », donné le 30 octobre 2023;

Considérant l'avis n° 12 du Comité des experts sur le Climat, donné le 27 octobre 2023;

Sur la proposition du Ministre du Climat;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE 1^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° le décret neutralité carbone : le décret Neutralité Carbone du 16 novembre 2023;

2° l'administration : l'administration qui a en charge l'Energie;

3° l'Agence : l'Agence wallonne de l'Air et du Climat;

4° le RGPD : le Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données).

CHAPITRE II. — Le Plan Air Climat Energie

Art. 2. La demande d'accès aux documents complets visée à l'article 8, § 2, alinéa 2, du décret neutralité carbone est adressée à l'administration ou à l'Agence qui y réponds dans un délai de 30 jours maximum.

Art. 3. Le rapport de synthèse visé à l'article 9, § 2, du décret neutralité carbone est établi conjointement par l'administration et l'Agence.

CHAPITRE III. — *Le processus de participation citoyenne*

Art. 4. Les citoyens s'engagent à participer à l'entière responsabilité du processus de participation citoyenne et ont un devoir de réserve dans le cadre du processus de participation citoyenne.

Le citoyen exclu d'un groupe de citoyens dispose d'un recours facultatif contre cette décision auprès de l'Agence suivant les modalités déterminées par le Ministre qui a le climat dans ses attributions.

Art. 5. Les participants d'un groupe de citoyens bénéficient :

1° de jetons de présence s'élevant à 50 euros par réunion et à 50 euros supplémentaires pour chaque tranche de 4 heures entamée;

2° d'une indemnité pour frais de déplacement correspondant soit au coût réel pour l'usage des transports publics, soit au coût du déplacement avec leur propre voiture, en tenant compte du taux kilométrique calculé conformément à l'article 13 de l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours;

3° d'une indemnité de 8 euros par heure pour frais de garde pour les enfants de moins de 12 ans ou les enfants de plus de 12 ans présentant un handicap, sur base d'une composition de ménage.

Les montants mentionnés à l'alinéa 1^{er}, 1°, et à l'alinéa 2 sont liés aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation mentionné dans l'arrêté royal du 24 décembre 1993 portant exécution de la loi du 6 janvier 1989 de sauvegarde de la compétitivité du pays.

Art. 6. Les avis et les propositions du groupe de citoyens sont publiés sur le site internet de l'Agence et de l'administration entre trente jours et soixante jours après leur communication au Gouvernement.

Art. 7. Les responsables du traitement au sens du RGPD sont l'administration et l'Agence.

Les fonctionnaires et les agents de l'administration et de l'Agence en charge de la mise en œuvre du dispositif accèdent aux informations du registre national visées à l'article 16 alinéa 1^{er} in fine du décret neutralité carbone.

Art. 8. Les données peuvent être communiquées aux administrations désignées par le Ministre qui a le climat dans ses attributions en vue de leur traitement ultérieur à des fins historiques, statistiques et scientifiques.

Les données récoltées auprès du Registre national peuvent faire l'objet d'un traitement numérique et automatisé dont les modalités sont déterminées par le Ministre qui a le Climat dans ses attributions.

CHAPITRE IV. — *Le soutien aux communes dans leur politique énergétique et climatique*

Art. 9. Pour l'application du présent arrêté, l'on entend par :

1° les communes : les communes telles que visées à l'article 18 du décret neutralité carbone

2° la Convention des Maires : l'initiative de l'Union européenne qui rassemble les collectivités locales dans la lutte contre le changement climatique et la promotion de l'énergie durable;

3° le PAEDC : le Plan d'Actions pour l'Energie Durable et le Climat au sens de l'article 18 du décret neutralité carbone;

4° le Coordinateur PAEDC : le coordinateur PAEDC tel que visé à l'article 18 du décret neutralité carbone;

5° la planification communale climat : la planification communale climat telle que visée l'article 18 du décret neutralité carbone;

6° le coordinateur supra communal : le coordinateur supra communal tel que visé à l'article 18 du décret neutralité carbone;

7° ISADF : l'indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux au sens de l'article 1^{er}, 5°, du décret du 22 novembre 2018 relatif au plan de cohésion sociale pour ce qui concerne les matières transférées à la Communauté française.

Art. 10. La quote-part de la subvention attribuée à chaque commune comprend :

1° une part de base qui permet au minimum le financement d'un équivalent temps plein pour effectuer les missions de coordinateur PAEDC par commune;

2° une part modulée, déterminée en fonction du classement ISADF, pondérée par le nombre d'habitants de la commune.

Sur base du montant du droit de tirage, le Ministre qui a le climat dans ses attributions et le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions déterminent la part de base et la part modulée, visées à l'alinéa 1^{er}.

Art. 11. Le Ministre qui a le climat dans ses attributions et le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions calculent le montant du droit de tirage attribué à chaque commune ou association de communes en application de la quote-part visée à l'article 10 et communiquent le montant aux communes de telle manière qu'elles puissent obtenir l'approbation de la planification communale climat lors de la première année de chaque programmation.

Art. 12. L'inexécuté résultant de l'utilisation partielle des montants disponibles au stade de l'attribution profite à l'ensemble des communes. La répartition est proportionnelle à la part modulée attribuée à chaque commune pour la programmation en cours.

Le montant de l'inexécuté d'une programmation est établi lors de la première année de la programmation suivante, au plus tard le 30 avril, sur la base des dossiers d'attribution introduits avant le 31 janvier de cette même année.

Les dossiers d'attribution introduits après ce délai ne sont pas pris en considération.

Art. 13. Le Ministre qui a le climat dans ses attributions et le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions fixent les conditions particulières pour chaque programmation ainsi que les dépenses éligibles.

Les priorités régionales et les conditions particulières visées à l'alinéa 1^{er} visent à atteindre les axes prioritaires de la Convention des Maires et les objectifs régionaux en termes de climat et d'énergie repris dans le Plan Air Climat Energie visé au chapitre 3 du décret neutralité carbone.

Les priorités régionales sont définies en termes d'objectifs et d'indicateurs de suivi.

Art. 14. L'administration et l'agence vérifie la conformité de la planification communale climat et l'administration ou l'agence notifie sa validation.

Art. 15. Le montant de base est liquidé de la manière suivante, à savoir, la première tranche semestrielle correspond au montant de base de la première année et est versée 6 mois après le début de la programmation, et les tranches semestrielles suivantes correspondent à la moitié du montant de base annuel.

Art. 16. Le Ministre qui a le climat dans ses attributions et le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions fixent :

1° les qualifications et les missions du coordinateur PAEDC ainsi que le temps de travail y consacré;

2° les documents qui sont transmis au service qu'il détermine ou approuvés par celui-ci en fonction du type d'action ou de projet;

3° les modalités de contrôle de l'emploi de la subvention par les Communes et exerce son contrôle dans l'année de la fin de la programmation triennale;

CHAPITRE IV. — *L'adaptation au changement climatique*

Art. 17. Le Ministre qui a le climat dans ses attributions présente au Gouvernement l'état des lieux du changement climatique qui comporte cinq volets :

1° une évaluation des actions et des outils mis en place jusqu'à présent et un benchmarking des initiatives existantes en Région wallonne et à l'international;

2° une actualisation des projections climatiques pour la Région wallonne;

3° une analyse des risques et des impacts du changement climatique et de la vulnérabilité de la Région wallonne, qui identifie les populations, lieux et activités vulnérables au changement climatique et ses conséquences;

4° une identification et proposition d'actions et leviers d'action d'adaptation;

5° un benchmarking du financement;

Cet état des lieux est mis à jour annuellement et sert de base à l'établissement de la stratégie wallonne pour l'adaptation au changement climatique.

Art. 18. L'évaluation de la stratégie wallonne pour l'adaptation au changement climatique mesure l'atteinte des objectifs définis dans la stratégie et propose au Gouvernement des mesures correctrices ou complémentaires, le cas échéant.

CHAPITRE VI. — *Dispositions modificatives et finales*

Art. 19. Dans l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 27 mai 2021 relatif au Comité des experts sur le climat, les mots « créé par l'article 23 du décret " Climat " du 20 février 2014 » sont remplacés par les mots « visé au chapitre 4 du décret Neutralité Carbone du 16 novembre 2023 ».

Art. 20. Dans l'article 2, alinéa 3, du même arrêté, les mots « visés à l'article 25, § 1^{er}, alinéa 2, du décret " climat " du 20 février 2014 » sont remplacés par les mots « visés à l'article 10 du décret Neutralité Carbone du 16 novembre 2023 ».

Art. 21. Dans l'article 3, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 1^{er} est complété par un 5° rédigé comme suit :

« 5° un représentant du Service public de Wallonie Intérieur et Action sociale. »;

2° est inséré un alinéa 2 rédigé comme suit :

« Dans sa composition, le jury ne peut pas être composé de plus de deux tiers des membres du même sexe. »;

3° dans l'alinéa 3 devenu alinéa 4, les mots « référencées à l'article 25 du décret " Climat " du 20 février 2014, » sont remplacés par les mots « référencées à l'article 10 du décret Neutralité Carbone du 16 novembre 2023 ».

Art. 22. Dans l'article 4, alinéa 1^{er} du même arrêté, les mots « les sept membres du Comité des experts " sont remplacé par les mots " les membres du Comité des experts et son président, sur base de la proposition du jury, ".

Art. 23. L'article 6 du même arrêté, est complété par un alinéa deux rédigé comme suit :

« L'Agence publie les avis et recommandations du Comité des experts entre trente jours et soixante jours après en avoir informé le Gouvernement. ».

Art. 24. A l'article 7 du même arrêté, les mots « Le Comité des experts élit parmi ses membres, au début de la période de cinq ans, un Président » sont remplacés par les mots : « Le Président est ».

Art. 25. Le Ministre qui a le climat dans ses attributions et le Ministre qui a l'énergie dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Energie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2024/202658]

15. FEBRUAR 2024 — Erlass der Wallonischen Regierung mit Maßnahmen zur Ausführung des Dekrets zur CO₂-Neutralität vom 16. November 2023

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Dekrets zur CO₂-Neutralität vom 16. November 2023, die Artikel 8, § 2, Absatz 2, 14, Absätze 5 und 7, 15, 16, Absätze 1, 3 und 4, 19, Absatz 1, 20, Absatz 2, 21, 22, Absätze 6 und 7, 23, Absatz 2, 24, Absatz 2, 25, 40 und 41, Absatz 1;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Region vom 27. Mai 2021 über den Sachverständigenausschuss für Klimafragen;

Aufgrund des Berichts vom 10. Juli 2023, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund der am 3. August 2023 abgegebenen Stellungnahme der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 7. September 2023 gegebenen Einverständnisses des Ministers für Haushalt;

Aufgrund der am 10. Oktober 2023 abgegebenen Stellungnahme CO-A-2023-449 der Datenschutzbehörde;

Aufgrund der am 26. Oktober 2023 abgegebenen Stellungnahme der Vereinigung der Städte und Gemeinden der Wallonie;

Aufgrund des am 29. Januar 2024 in Anwendung des Artikels 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens 75020/4 des Staatsrats;

In Erwägung der am 30. Oktober 2023 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Energie";

Aufgrund der am 27. Oktober 2023 abgegebenen Stellungnahme Nr. 12 des Sachverständigenausschusses für Klimafragen;

Auf Vorschlag des für das Klima zuständigen Ministers;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — *Definitionen*

Artikel 1 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

1° Dekret zur CO₂-Neutralität: das Dekret zur CO₂-Neutralität vom 16. November 2023;

2° Verwaltung: die Verwaltung, die für Energie zuständig ist;

3° Agentur : die Wallonische Luft- und Klimaagentur;

4° Datenschutz-Grundverordnung: die Verordnung (EU) 2016/679 des Europäischen Parlaments und des Rates vom 27. April 2016 zum Schutz natürlicher Personen bei der Verarbeitung personenbezogener Daten, zum freien Datenverkehr und zur Aufhebung der Richtlinie 95/46/EG (Datenschutz-Grundverordnung);

KAPITEL II — *Der Plan "Luft Klima Energie"*

Art. 2. Der Antrag auf Zugang zu vollständigen Dokumenten gemäß Artikel 8 § 2 Absatz 2 des Dekrets über die CO₂-Neutralität ist an die Verwaltung oder die Agentur zu richten, die innerhalb einer Frist von höchstens 30 Tagen darauf antwortet.

Art. 3. Der in Artikel 9 § 2 des Dekrets zur CO₂-Neutralität genannte zusammenfassende Bericht wird gemeinsam von der Verwaltung und der Agentur erstellt.

KAPITEL III — *Der Bürgerbeteiligungsprozess*

Art. 4 - Die Bürger verpflichten sich, am gesamten Bürgerbeteiligungsprozess teilzunehmen und unterliegen im Rahmen des Bürgerbeteiligungsprozesses der Schweigepflicht.

Der aus einer Bürgergruppe ausgeschlossene Bürger hat das Recht, gegen diese Entscheidung bei der Agentur nach dem vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Klima gehört, festgelegten Modalitäten Beschwerde einzulegen.

Art. 5 - Die Teilnehmer einer Bürgergruppe erhalten:

1° ein Anwesenheitsgeld in Höhe von 50 Euro pro Sitzung und weitere 50 Euro für jede angefangene vier Stunden;

2° eine Fahrtkostenentschädigung, die entweder den tatsächlichen Kosten für die Benutzung öffentlicher Verkehrsmittel oder den Kosten für die Fahrt mit dem eigenen Auto entspricht, wobei der gemäß Artikel 13 des Königlichen Erlasses vom 18. Januar 1965 zur Einführung einer allgemeinen Regelung über Fahrtkostenberechnete Kilometersatz berücksichtigt wird;

3° eine Entschädigung von 8 Euro pro Stunde für Betreuungskosten für Kinder unter 12 Jahren oder für Kinder über 12 Jahren mit einer Behinderung auf der Grundlage einer Haushaltszusammensetzung.

Die in Absatz 1 Ziffer 1 und Absatz 2 genannten Beträge sind an die Schwankungen des Verbraucherpreisindex gebunden, der im Königlichen Erlass vom 24. Dezember 1993 zur Ausführung des Gesetzes vom 6. Januar 1989 zur Wahrung der Konkurrenzfähigkeit des Landes genannt wird.

Art. 6 - Die Stellungnahmen und Vorschläge der Bürgergruppe werden zwischen 30 Tagen und 60 Tagen nach ihrer Übermittlung an die Regierung auf der Website der Agentur und der Verwaltung veröffentlicht.

Art. 7 - Die Verantwortlichen für die Verarbeitung im Sinne der Datenschutz-Grundverordnung sind die Verwaltung und die Agentur.

Die Beamten und Bediensteten der Verwaltung und der Agentur, die mit der Umsetzung der Regelung betraut sind, haben Zugang zu den Informationen des Nationalregisters, die in Artikel 16 Absatz 1 in fine des Dekrets zur CO₂-Neutralität genannt werden.

Art. 8 - Die Daten können den vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Klima gehört, bestimmten Verwaltungen übermittelt werden, um später zu historischen, statistischen und wissenschaftlichen Zwecken verarbeitet zu werden.

Die im Nationalregister gesammelten Daten können digital und automatisch verarbeitet werden, wobei die Modalitäten vom Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Klima gehört, festgelegt werden.

KAPITEL IV — *Die Unterstützung von Gemeinden bei ihrer Energie- und Klimapolitik*

Art. 9 - Für die Anwendung des vorliegenden Erlasses gelten folgende Definitionen:

- 1° die Gemeinden: die Gemeinden gemäß Artikel 18 des Dekrets zur CO₂-Neutralität;
- 2° der Konvent der Bürgermeister: die Initiative der Europäischen Union, die lokale Behörden im Kampf gegen den Klimawandel und zur Förderung nachhaltiger Energie zusammenbringt;
- 3° der APNE: der Aktionsplan für nachhaltige Energie und Klimaschutz gemäß Artikel 18 des Dekrets zur CO₂-Neutralität;
- 4° der APNE-Koordinator: der APNE-Koordinator gemäß Artikel 18 des Dekrets zur CO₂-Neutralität;
- 5° die kommunale Klimaplanung: die kommunale Klimaplanung gemäß Artikel 18 des Dekrets zur CO₂-Neutralität;
- 6° der gemeindeübergreifende Koordinator: der gemeindeübergreifende Koordinator gemäß Artikel 18 des Dekrets zur CO₂-Neutralität;
- 7° ISADF (indicateur synthétique d'accès aux droits fondamentaux): der synthetische Indikator für den Zugang zu den Grundrechten im Sinne von Artikel 1 Ziffer 5 des Dekrets vom 22. November 2018 über den Plan für den sozialen Zusammenhalt in Bezug auf die der Französischen Gemeinschaft übertragenen Angelegenheiten.

Art. 10 - Der Anteil des Zuschusses, der jeder Gemeinde zugewiesen wird, umfasst:

- 1° einen Grundanteil, der mindestens die Finanzierung eines Vollzeitbeschäftigungsgleichwerts zur Erfüllung der Aufgaben eines APNE-Koordinators pro Gemeinde ermöglicht;
- 2° einen modulierten Anteil, der nach der ISADF-Einstufung, gewichtet nach der Einwohnerzahl der Gemeinde, bestimmt wird.

Auf der Grundlage des Betrags des Inanspruchnahmerechts legen der Minister, der für das Klima zuständig ist, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Klima gehört, den in Absatz 1 genannten Grundanteil und den modulierten Anteil fest.

Art. 11 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Klima gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, berechnen den Betrag des Inanspruchnahmerechts, der jeder Gemeinde oder jedem Gemeindeverband in Anwendung des in Artikel 10 genannten Anteils zugewiesen wird, und teilen den Betrag den Gemeinden mit, so dass sie im ersten Jahr jeder Planung die Genehmigung der kommunalen Klimaplanung erhalten können.

Art. 12 - Der nicht ausgeführte Teil, der sich aus der teilweisen Verwendung der in der Vergabephase verfügbaren Beträge ergibt, kommt allen Gemeinden zugute. Die Verteilung erfolgt proportional zum modulierten Anteil, der jeder Gemeinde für die laufende Programmplanung zugewiesen wurde.

Der Betrag des nicht ausgeführten Teils einer Programmplanung wird im ersten Jahr der folgenden Programmplanung bis spätestens 30. April auf der Grundlage der bis zum 31. Januar desselben Jahres eingereichten Vergabeunterlagen ermittelt.

Die nach dieser Frist eingereichten Vergabeunterlagen werden nicht berücksichtigt.

Art. 13 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Klima gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, legen die besonderen Bedingungen für jede Programmplanung sowie die beihilfefähigen Ausgaben fest.

Die in Absatz 1 genannten regionalen Prioritäten und besonderen Bedingungen zielen darauf ab, die Schwerpunkte des Konvents der Bürgermeister und die regionalen Klima- und Energieziele zu erreichen, die im Plan Luft Klima Energie gemäß Kapitel 3 des Dekrets zur CO₂-Neutralität enthalten sind.

Die regionalen Prioritäten werden in Form von Zielen und Überwachungsindikatoren festgelegt.

Art. 14 - Die Verwaltung und die Agentur prüfen die Konformität der kommunalen Klimaplanung und die Verwaltung oder Agentur teilt ihre Validierung mit.

Art. 15 - Der Grundbetrag wird wie folgt ausgezahlt: die erste Halbjahrestanche entspricht dem Grundbetrag des ersten Jahres und wird 6 Monate nach Beginn der Programmplanung ausgezahlt, und die folgenden Halbjahrestanchen entsprechen der Hälfte des jährlichen Grundbetrags.

Art. 16 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Klima gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, bestimmen:

- 1° die Qualifikationen und Aufgaben des APNE-Koordinators sowie die dafür aufgewendete Arbeitszeit;
- 2° die Dokumente, die je nach Art der Aktion oder des Projekts an die von ihm bestimmte Stelle weitergeleitet oder von dieser genehmigt werden;
- 3° die Modalitäten der Kontrolle der Verwendung des Zuschusses durch die Gemeinden. Diese Kontrolle erfolgt innerhalb eines Jahres nach Ablauf der Dreijahresplanung;

KAPITEL V — *Anpassung an den Klimawandel*

Art. 17 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Klima gehört, legt der Regierung die Bestandsaufnahme des Klimawandels vor, die aus fünf Teilen besteht:

- 1° eine Bewertung der bisherigen Maßnahmen und Instrumente und ein Benchmarking der bestehenden Initiativen in der Wallonischen Region und auf internationaler Ebene;
- 2° eine Aktualisierung der Klimaprojektionen für die Wallonische Region;

3° eine Analyse der Risiken und Auswirkungen des Klimawandels und der Anfälligkeit der Wallonischen Region, in der die Bevölkerungsgruppen, Orte und Aktivitäten identifiziert werden, die durch den Klimawandel und seine Folgen gefährdet sind;

4° eine Identifizierung und einen Vorschlag für Maßnahmen und Hebel zur Anpassung;

5° ein Benchmarking der Finanzierung;

Diese Bestandsaufnahme wird jährlich aktualisiert und dient als Grundlage für die Erstellung der wallonischen Strategie zur Anpassung an den Klimawandel.

Art. 18 - Die Bewertung der wallonischen Strategie zur Anpassung an den Klimawandel misst die Erreichung der in der Strategie festgelegten Ziele und schlägt der Regierung gegebenenfalls korrigierende oder ergänzende Maßnahmen vor.

KAPITEL VI — *Abänderungs- und Schlussbestimmungen*

Art. 19 - In Artikel 1 Absatz 1 des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 27. Mai 2021 über den Sachverständigenausschuss für Klimafragen wird die Wortfolge „, der durch Artikel 23 des „Klima“-Dekrets vom 20. Februar 2014 geschaffen wurde,“ durch die Wortfolge „gemäß Kapitel 4 des Dekrets vom 16. November 2023 zur CO₂-Neutralität“ ersetzt.

Art. 20 - In Artikel 2 Absatz 3 desselben Erlasses wird die Wortfolge „der in Artikel 25 § 1 Absatz 2 des „Klima“-Dekrets vom 20. Februar 2014 genannten Bereiche“ durch die Wortfolge „der in Artikel 10 des Dekrets vom 16. November 2023 zur CO₂-Neutralität genannten Bereiche“ ersetzt.

Art. 21 - Artikel 3 desselben Erlasses wird wie folgt abgeändert:

1° Absatz 1 wird durch eine Ziffer 5 mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„5° ein Vertreter des Öffentlichen Dienstes der Wallonie Inneres und soziale Maßnahmen.“;

2° ein Absatz 2 mit folgendem Wortlaut wird eingefügt:

Der Prüfungsausschuss darf zu nicht mehr als zwei Dritteln aus Mitgliedern desselben Geschlechts bestehen.“;

3° in Absatz 3, der zu Absatz 4 wurde, wird die Wortfolge „nach den in Artikel 25 des „Klima“-Dekrets vom 20. Februar 2014 genannten Themenbereichen“ durch die Wortfolge „nach den in Artikel 10 des Dekrets vom 16. November 2023 zur CO₂-Neutralität genannten Themenbereichen“ ersetzt.

Art. 22 - In Artikel 4 Absatz 1 desselben Erlasses wird die Wortfolge „die sieben Mitglieder des Sachverständigenausschusses“ durch die Wortfolge „die Mitglieder des Sachverständigenausschusses und dessen Vorsitzender auf der Grundlage des Vorschlags der Jury“ ersetzt.

Art. 23 - Artikel 6 desselben Erlasses wird durch einen zweiten Absatz mit folgendem Wortlaut ergänzt:

„Die Agentur veröffentlicht die Stellungnahmen und Empfehlungen des Sachverständigenausschusses zwischen dreißig Tagen und sechzig Tagen, nachdem sie die Regierung davon in Kenntnis gesetzt hat.“.

Art. 24 - In Artikel 7 desselben Erlasses wird die Wortfolge „Der Sachverständigenausschuss wählt zu Beginn des Fünfjahreszeitraums aus seiner Mitte einen Vorsitzenden, der für die Einberufung des Ausschusses und die Organisation seiner Arbeit verantwortlich ist.“ ersetzt durch die Wortfolge „Der Vorsitzende ist für die Einberufung des Ausschusses und die Organisation seiner Arbeit verantwortlich.“

Art. 25 - Der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich das Klima gehört, und der Minister, zu dessen Zuständigkeitsbereich die Energie gehört, werden jeder in seinem Zuständigkeitsbereich mit der Ausführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 15. Februar 2024.

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident
E. DI RUPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen
Ph. HENRY

—————
VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2024/202658]

15 FEBRUARI 2024. — **Besluit van de Waalse Regering houdende uitvoeringsmaatregelen van het decreet Koolstofneutraliteit van 16 november 2023**

De Waalse Regering,

Gelet op het decreet Koolstofneutraliteit van 16 november 2023, de artikelen 8, § 2, tweede lid, 14, vijfde en zevende lid, 15, 16, eerste, derde en vierde lid, 19, eerste lid, 20, tweede lid, 21, 22, zesde en zevende lid, 23, tweede lid, 24, tweede lid, 25, 40 en 41, eerste lid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2021 betreffende het Comité van deskundigen betreffende het klimaat;

Gelet op het rapport van 10 juli 2023, opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies van de Inspecteur van financiën, gegeven op 3 augustus 2023;

Gelet op het akkoord van de Minister van Begroting, gegeven op 7 september 2023;

Gelet op het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit CO-A-2023-449, gegeven op 10 oktober 2023;

Gelet op het advies van de "Union des Villes et Communes de Wallonie" (Unie van de Waalse Steden en Gemeenten), gegeven op 26 oktober 2023;

Gelet op advies nr. 75020/4 van de Raad van State, gegeven op 29 januari 2024, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het advies van de beleidsgroep "Energie", gegeven op 30 oktober 2023;

Gelet op het advies nr. 12 van het Comité van deskundigen betreffende het klimaat, gegeven op 27 oktober 2023;

Op de voordracht van de Minister van Klimaat;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o decreet koolstofneutraliteit: het decreet Koolstofneutraliteit van 16 november 2023;

2^o Administratie: de administratie die verantwoordelijk is voor Energie;

3^o Agentschap: het "Agence wallonne de l'Air et du Climat" (Waals Agentschap voor Lucht en Klimaat);

4^o AVG: Verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming);

HOOFDSTUK II. — *Het Plan Lucht-Klimaat-Energie*

Art. 2. De aanvraag om toegang tot de volledige documenten bedoeld in artikel 8, § 2, tweede lid van het decreet Koolstofneutraliteit wordt gericht aan de administratie of het Agentschap, die/dat binnen maximaal 30 dagen antwoordt.

Art. 3. Het samenvattend verslag bedoeld in artikel 9, § 2 van het decreet koolstofneutraliteit wordt gezamenlijk opgesteld door de administratie en het Agentschap.

HOOFDSTUK III. — *Het participatieproces van de burger*

Art. 4. Burgers verplichten zich ertoe deel te nemen aan het gehele participatieproces van de burger en zijn gehouden tot terughoudendheid in het kader van het burgerparticipatieproces.

De burgers die is uitgesloten van een groep burgers kan tegen dit besluit in beroep gaan bij het Agentschap volgens de procedures die zijn vastgesteld door de minister die bevoegd is voor klimaat.

Art. 5. Deelnemers aan een groep burgers krijgen:

1^o presentiegeld van 50 euro per vergadering en een 50 euro extra voor elke begonnen periode van 4 uur;

2^o een vergoeding voor de reiskosten die overeenkomt met hetzij de werkelijke kosten van het gebruik van het openbaar vervoer, hetzij de kosten van het reizen met hun eigen auto, rekening houdend met het kilometertarief berekend overeenkomstig artikel 13 van het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten

3^o een vergoeding van 8 euro per uur voor de kinderopvangkosten voor kinderen jonger dan 12 jaar of kinderen ouder dan 12 jaar met een beperking, op basis van de gezinssamenstelling.

De bedragen vermeld in het eerste lid, 1^o, en in het tweede 2 zijn gekoppeld aan de schommelingen van de index van de consumptieprijzen vermeld in het koninklijk besluit van 24 december 1993 ter uitvoering van de wet van 6 januari 1989 tot vrijwaring van 's lands concurrentievermogen.

Art. 6. De adviezen en voorstellen van de groep burgers worden tussen dertig en zestig dagen vanaf de mededeling ervan aan de Regering, bekendgemaakt op de website van het Agentschap en van de administratie.

Art. 7. De verantwoordelijken voor de verwerking in de zin van de AVG zijn de administratie en het Agentschap.

De ambtenaren en personeelsleden van de administratie en van het Agentschap belast met de uitvoering van de regeling hebben toegang tot de informatie in het rijksregister, bedoeld in artikel 16, eerste lid, in fine van het decreet koolstofneutraliteit.

Art. 8. De gegevens kunnen worden megedeeld aan de administraties aangewezen door de Minister bevoegd voor klimaat met het oog op hun latere verwerking voor historische, statistische of wetenschappelijke doeleinden.

De gegevens verzameld uit het Rijksregister kunnen het voorwerp uitmaken van een digitale en geautomatiseerde verwerking, waarvan de voorwaarden worden bepaald door de Minister bevoegd voor klimaat.

HOOFDSTUK IV. — *Ondersteuning van gemeenten bij hun energie- en klimaatbeleid*

Art. 9. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1^o gemeenten: de gemeenten zoals bedoeld in artikel 18 van het decreet Koolstofneutraliteit

2^o het Burgemeestersconvenant: het initiatief van de Europese Unie dat lokale overheden samenbrengt in de strijd tegen klimaatverandering en de bevordering van duurzame energie;

3^o SECAP: het Actieplan voor Duurzame energie en Klimaat in de zin van artikel 18 van het decreet Koolstofneutraliteit;

4^o SECAP-coördinator: de SECAP-coördinator zoals bedoeld in artikel 18 van het decreet Koolstofneutraliteit;

5^o gemeentelijke klimaatplanning: de gemeentelijke klimaatplanning zoals bedoeld in artikel 18 van het decreet Koolstofneutraliteit;

6^o de bovengemeentelijke coördinator: de bovengemeentelijke coördinator zoals bedoeld in artikel 18 van het decreet Koolstofneutraliteit;

7^o ISADF: de synthetische indicator voor de toegang tot de grondrechten in de zin van artikel 1, 5^o, van het decreet van 22 november 2018 betreffende het plan voor maatschappelijke cohesie wat betreft de aangelegenheden waarvan de uitoefening van de Franse Gemeenschap is overgedragen.

Art. 10. Het deel van de toelage dat aan elke gemeente wordt toegekend omvat:

1° een basisdeel dat de financiering van minstens één voltijds equivalent voor de uitvoering van de opdrachten van de SECAP-coördinator per gemeente mogelijk maakt;

2° een veranderlijk deel, bepaald volgens de "ISADF"-rangschikking, gewogen op basis van het aantal inwoners van de gemeente.

Op basis van het bedrag van het trekkingsrecht bepalen de Minister bevoegd voor klimaat en de Minister bevoegd voor Energie het basisdeel en het veranderlijk deel bedoeld in het eerste lid.

Art. 11. De Minister bevoegd voor klimaat en de Minister bevoegd voor energie berekenen het bedrag van het trekkingsrecht dat aan elke gemeente of vereniging van gemeenten wordt toegekend met toepassing van het aandeel bedoeld in artikel 10 en delen het bedrag mee aan de gemeenten op zodanige wijze dat zij in het eerste jaar van elke programma goedkeuring kunnen verkrijgen voor de gemeentelijke klimaatplanning.

Art. 12. Het onuitgevoerde deel voortvloeiend uit het gedeeltelijke gebruik van de in het stadium van de gunning beschikbare bedragen komt het geheel van de gemeenten ten goede. De verdeling is evenredig aan het veranderlijk deel dat voor het lopende programma aan elke gemeente wordt toegekend.

Het bedrag van het onuitgevoerde deel van een programma wordt in het eerste jaar van het volgende programma uiterlijk op 30 april vastgesteld op basis van de vóór 31 januari van dat jaar ingediende gunningsdossiers.

Na deze termijn ingediende gunningsdossiers worden niet in aanmerking genomen.

Art. 13. De Minister van klimaat en de Minister van energie bepalen de specifieke voorwaarden voor elk programma alsook de in aanmerking komende uitgaven.

De gewestelijke prioriteiten en de specifieke investeringsvoorwaarden bedoeld in het eerste lid beogen het verwezenlijken van de prioritair assen van het Burgemeestersconvenant en de gewestelijke doelstellingen inzake klimaat en energie uit het Plan Lucht Klimaat Energie bedoeld in hoofdstuk 3 van het decreet Koolstofneutraliteit.

De gewestelijke prioriteiten worden bepaald op het gebied van doelstellingen en opvolgingsindicatoren.

Art. 14. De administratie en het Agentschap controleren de conformiteit van de gemeentelijke klimaatplanning en de administratie of het Agentschap meldt de validatie ervan.

Art. 15. Het basisbedrag wordt als volgt uitbetaald, namelijk: de eerste halfjaarlijkse termijn komt overeen met het basisbedrag voor het eerste jaar en wordt 6 maanden na aanvang van het programma gestort, en de volgende halfjaarlijkse termijnen komen overeen met de helft van het jaarlijkse basisbedrag.

Art. 16. De Minister van klimaat en de Minister van energie bepalen:

1° de kwalificaties en opdrachten van de SECAP-coördinator, alsook de werktijd die eraan wordt besteed;

2° welke documenten worden opgestuurd naar of goedgekeurd door de dienst dat zij bepaalt, afhankelijk van het soort actie of project;

3° de procedures voor het toezicht op het gebruik van de subsidie door de Gemeenten en voert haar toezicht uit in het jaar volgend op het einde van het driejarige programma;

HOOFDSTUK V. — *Aanpassing aan de klimaatverandering*

Art. 17. De Minister van klimaat legt aan de Regering de staat van de klimaatverandering voor, die uit vijf delen bestaat:

1° een evaluatie van de acties en instrumenten die tot op heden werden ingevoerd en een benchmarking van de bestaande initiatieven in het Waals Gewest en op internationaal vlak;

2° een bijwerking van de klimaatprojecties voor het Waals Gewest;

3° een analyse van de risico's en gevolgen van de klimaatverandering en de kwetsbaarheid van het Waals Gewest, die de bevolkingsgroepen, plaatsen en activiteiten identificeert die kwetsbaar zijn voor de klimaatverandering en de gevolgen ervan;

4° een identificatie en voorstel van acties en hefbomen voor aanpassing;

5° een benchmarking van de financiering;

Deze staat wordt jaarlijks bijgewerkt en dient als basis voor het opstellen van de Waalse strategie voor de aanpassing aan klimaatverandering.

Art. 18. De evaluatie van de Waalse strategie voor aanpassing aan de klimaatverandering meet de verwezenlijking van de doelstellingen van de strategie en stelt in voorkomend geval corrigerende of bijkomende maatregelen voor aan de Regering.

HOOFDSTUK VI. — *Wijzigings- en slotbepalingen*

Art. 19. In artikel 1, eerste lid, van het besluit van de Waalse Regering van 27 mei 2021 betreffende het Comité van deskundigen betreffende het klimaat, worden de woorden "ingesteld bij artikel 23 van het "Klimaatdecreet" van 20 februari 2014" vervangen door de woorden "bedoeld in hoofdstuk 4 van het decreet Koolstofneutraliteit van 16 november 2023".

Art. 20. In artikel 2, derde lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden "bedoeld in artikel 25, § 1, tweede lid, van het "klimaatdecreet" van 20 februari 2014" vervangen door de woorden "bedoeld in artikel 10 van het decreet Koolstofneutraliteit van 16 november 2023".

Art. 21. In artikel 3 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het eerste lid wordt aangevuld met een punt 5°, luidend als volgt:

"5° een vertegenwoordiger van de Waalse Overheidsdienst Binnenlandse Aangelegenheden en Sociale Actie. ";

2° er wordt een tweede lid ingevoegd, luidend als volgt:

“De samenstelling van de jury mag niet voor meer dan twee derde uit leden van hetzelfde geslacht bestaan.”;

3° in het derde lid, dat het vierde lid is geworden, worden de woorden “bedoeld in artikel 25 van het “Klimaatdecreet” van 20 februari 2014” vervangen door de woorden “bedoeld in artikel 10 van het decreet Koolstofneutraliteit van 16 november 2023”.

Art. 22. In artikel 4, eerste lid, van hetzelfde besluit, worden de woorden “de zeven leden van het Comité van Deskundigen” vervangen door de woorden “de leden van het Comité van Deskundigen en zijn voorzitter, op basis van het voorstel van de jury,”.

Art. 23. Artikel 6 van hetzelfde besluit wordt aangevuld met een tweede lid, luidend als volgt:

“Het Agentschap publiceert de adviezen en aanbevelingen van het Comité van Deskundigen tussen dertig en zestig dagen nadat de Regering op de hoogte ervan te hebben gebracht.”.

Art. 24. In artikel 7 van hetzelfde besluit worden de woorden “Het Comité van deskundigen kiest aan het begin van de periode van vijf jaar een Voorzitter uit zijn leden, die verantwoordelijk is” vervangen door de woorden: “De Voorzitter is verantwoordelijk”.

Art. 25. De Minister van klimaat en de Minister van energie zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen 15 februari 2024.

Voor de Regering;

De Minister-President,
E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,
Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2024/202660]

15 FEVRIER 2024. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux indemnités agricoles et forestières octroyées pour les sites Natura 2000

Le Gouvernement wallon,

Vu le règlement (UE) n° 2021/2115 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 établissant des règles régissant l'aide aux plans stratégiques devant être établis par les États membres dans le cadre de la politique agricole commune (plans stratégiques relevant de la PAC) et financés par le Fonds européen agricole de garantie (FEAGA) et par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et abrogeant les règlements (UE) n° 1305/2013 et (UE) n° 1307/2013;

Vu le règlement (UE) n° 2021/2116 du Parlement européen et du Conseil du 2 décembre 2021 relatif au financement, à la gestion et au suivi de la politique agricole commune et abrogeant le règlement (UE) n° 1306/2013;

Vu le Code wallon de l'Agriculture, les articles D.4, D.241, D.242, alinéas 1^{er} et 2, D.243, D.249, alinéas 1^{er} et 2, 2°, et D.251;

Vu le rapport du 29 septembre 2023 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis de l'Inspection des finances, donné le 20 octobre 2023;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 25 octobre 2023;

Vu la concertation entre les Gouvernements régionaux et l'Autorité fédérale, intervenue le 14 décembre 2023;

Vu l'avis 74 852/4 du Conseil d'Etat, donné le 11 décembre 2023, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition de la Ministre de la Nature;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Dans l'article 1^{er} de l'arrêté du Gouvernement wallon du 23 février 2023 relatif aux indemnités agricoles et forestières octroyées pour les sites Natura 2000, les mots “ et de ses arrêtés d'exécution ” sont insérés entre les mots “ présent arrêté ” et les mots “, l'on entend ”.

Art. 2. Le Ministre qui a la nature dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 15 février 2024.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

La Ministre de l'Environnement, de la Nature, de la Forêt, de la Ruralité et du Bien-être animal,
C. TELLIER